

Comment Israël « transforme des militants contre l'occupation en dissidents

Description

De Michael Schaeffer Omer-Man | 4 Juillet 2016

Israël « voit une résurgence prônant l'occupation de tentatives d'entraver et de supprimer la contestation, en particulier celle des militants contre l'occupation et pour la défense des droits humains. Ce processus ne s'inscrit pas dans le vide.

[Israeli left wing activists march during a protest against the recent incitement against "Braking the sil](#)
Manifestation de solidarité avec les organisations de défense des droits humains et contre l'occupation visées par des groupes de droite et des responsables politiques dans les semaines passées. Tel Aviv, 19 Décembre 2015. (Oren Ziv/Activestills)

Le Parlement israélien est sur le point de voter, dans les jours qui viennent, la loi dite « des ONG », conçue pour stigmatiser les organisations de gauche et de défense des droits humains en Israël, comme agents de puissances étrangères.

La loi cible les organisations non gouvernementales (ONG) qui reçoivent l'essentiel de leur financement d'étrangers (des gouvernements européens sympathisants) et leur enjoint de mettre en évidence leur financement étranger dans toute publication ou engagement public tels la présence dans les media ou autres événements médiatisés.

La loi n'est pas supposée créer plus de transparence ; Israël a déjà des lois et règles très strictes de transparence. De plus, la grande majorité des organisations en question annoncent déjà leurs sources de financement sur leurs propres sites internet et en informent le gouvernement qui, à son tour, les publie en ligne.

L'effet recherché de la loi sur les ONG est de faire passer un message de danger et de pression au public israélien. Le message de cette loi est que les valeurs européennes et mises en avant par ces organisations – comme B'Tselem, Breaking The Silence et d'autres – n'ont pas d'existence organique en Israël ; les juristes disent que les valeurs de défense des droits humains et d'opposition à l'occupation sont imposées de l'extérieur à Israël et uniquement dans le but malveillant de nuire à son état juif, à ses citoyens et à son image. (sur les 27 organisations susceptibles d'être affectées par la loi, 25 se sont avérées de gauche ou de défense des droits humains. Je précise que ma femme agit en conseil juridique de plusieurs organisations qui seront affectées par cette loi).

Plus tôt dans lâ??année, Im Tirtzou, une organisation d ??extrême droite liée au gouvernement israélien, a lancé une campagne accusant des organisations israéliennes bien connues de défense des droits humains et leur personnel d ??être des  « taupes   implantées par lâ??étranger, en citant le financement qu ??elles re soivent de pays européens. Cette campagne a même suggéré que les  « taupes à, quelques uns des militants les plus importants, étaient responsables d ??attaques au couteau menées par des Palestiniens.

Sur un autre front, Miri Regev, ministre de la culture, travaille depuis des années à réprimer lâ??opposition politique dans les arts. Le mois dernier, Regev a envoyé des questionnaires à des artistes, leur demandant s ??ils se produisent dans les colonies de Cisjordanie, ce qui est un premier pas vers la coupure des financements sur une base politique. Un an plus tôt, elle avait averti :  « les institutions qui d cl gissent lâ??état d ??Israël ne recevront pas de financement à».

L ??effet de la loi sur les ONG, combiné à une série d ??autres mesures juridiques, à des politiques et actions de représentants du gouvernement et de groupes extra-parlementaires, est de représenter ceux qui agissent pour mettre fin à lâ??occupation, qui luttent pour lâ??égalité et les valeurs de la démocratie libérale, comme des dissidents qui déstabilisent lâ??état d ??Israël lui-même.

Prenant la parole à la conférence de Herzliya le mois dernier, le ministre de la sécurité publique, Gilad Erdan a annoncé une nouvelle initiative en matière de législation destinée à mettre en place des sanctions légales à? peut-être criminelles à? contre les Israéliens qui s ??opposent activement à la politique du gouvernement à lâ??égard des Palestiniens.

 « Il n ??y a pas le choix vis-à-vis d ??un individu ou d ??une organisation qui agit contre son pays pour lâ??isoler du monde à», a expliqué Erdan, dont les responsabilités ministérielles incluent les agences du respect de la loi d ??Israël.  « J ??ai déjà mis en place une équipe juridique avec le ministre de la justice pour créer une législation en ce domaine sous lâ??autorité de lâ??état à».

 « Nous comprenons qu ??il est nécessaire de tracer une ligne de démarcation entre la liberté d ??expression et les valeurs démocratiques, dans lesquelles nous croyons et que nous voulons sauvegarder à» a poursuivi Erdan , à« mais si nous voulons convaincre le monde que la d cl gitation est inacceptable et qu ??un prix est à payer pour cela, alors il faut que cela commence ici en Israël  ».

Dans le même discours, Erdan a évoqué le besoin d ??utiliser les capacités israéliennes du renseignement contre des individus et des organisations qui agissent pour le boycott et pour mettre fin à lâ??occupation, à lâ??image des méthodes qu ??emploie Israël pour combattre le terrorisme, ce qui inclut la recherche de liens périphériques et indirects avec des organisations terroristes, la chasse aux irrégularités financières, la dévalorisation d ??individus et la fermeture de comptes bancaires.

Les conséquences d'une politique de la peur

[Israeli Minister of Defense Avigdor Liberman seen at the weekly government conference at PM Netanyahu](#)
Les ministres Naftali Bennett, Avigdor Liberman et Moshé Kahlon (de gauche à droite) à la réunion hebdomadaire du conseil des ministres, Jérusalem, 3 Juillet 2016. (Yoav Ari Dudkevitch/pool photo)

Ces faits prennent place pour une raison précise : l'establishment politique israélien a complètement échoué à régler le conflit avec les Palestiniens. Depuis le gouvernement mené par Ehoud Olmert, aucun homme politique israélien n'a seulement essayé d'attaquer au conflit palestinien avec un peu de sérieux. Pas un seul homme politique, que ce soit de gauche ou de droite, n'a tenté de ressusciter la solution des deux États, ne prenant certainement pas en compte les changements intervenus depuis les premières négociations d'Oslo il y a vingt ans. Aucun homme politique israélien n'a offert au public une vision d'un avenir meilleur.

En l'absence de tout espoir de résolution du conflit, avec des explosions de violence incroyablement fréquentes et prévisibles, et alors que l'avenir de la région paraît instable à un point affolant, les Israéliens se tournent vers l'intérieur sur des lignes dures. Dans la perception de l'athos politique actuel d'Israël dans le monde, le sionisme est mué en une idéologie somme nulle de suprématie juive, dans laquelle la contestation doit être traitée avec une main de fer et où l'opposition à l'occupation (comprendre se soucier plus des Palestiniens que des Juifs) est assimilée à une sorte de trahison. Et, sans alternative à offrir, l'élite politique du pays a donné le ton.

La désignation d'Avigdor Liberman au poste de ministre de la Défense est peut-être le signe le plus parlant que ce gouvernement n'a rien d'autre à offrir que non à ses propres électeurs mais, de façon plus significative, au monde. Parce que le gouvernement de Netanyahu est presque entièrement constitué de tenants de la ligne dure qui s'opposent à la solution des deux États à la fois en théorie et en pratique, ce gouvernement sait qu'il a peu de chances d'obtenir les faveurs d'une communauté internationale qui a largement perdu patience.

Netanyahu, Liberman et Bennett savent très bien que faire voter le projet de loi sur les ONG, présenter d'autres mesures législatives régressives qui sont comme des condamnations à mort seulement pour les Palestiniens, brider la liberté de parole, approuver la construction de colonies à droite comme à gauche et cibler les groupes opposés à l'occupation et défenseurs des droits humains, que tout cela agitera très vraisemblablement la communauté internationale, contribuant ainsi à la tendance à l'isolement international d'Israël. Ils savent aussi que la communauté internationale n'ira pas plus loin, que personne ne va mettre fin à l'occupation et

que, dans le climat politique intérieur d  Isra  l en ce moment, ils ne peuvent qu  tre gagnants.

Pour être juste, des mouvements d  extr me droite se répandent dans le monde occidental à l heure actuelle. Depuis les sentiments anti immigrants qui ont inspiré le Brexit jusqu  la montée de partis de droite en Europe et au phénomène politique aux  tats Unis qui a commencé avec le Tea Party et a en quelque sorte abouti à Donald Trump, ce qu  Isra  l expérimente n est pas tout à fait unique. Mais, en vertu d  une expérience d  un demi-siècle d  un régime fondamentalement non démocratique, l occupation, Isra  l est en tête du peloton.

Traduction : SF pour l  Agence Média Palestine

Source: [+972](#)

date créée
2016/07/06